B

AD. - 1 - L. 14.981/2.

18-11-1982

Transmis à M. aan de H. Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 22 septembre 1982, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant modification de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités", et, le 28 octobre 1982, d'une lettre par laquelle le Vice-Premier Ministre demande communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, a donné le 29 octobre 1982 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e september 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende wijziging van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel", en wel, volgens een brief van de Vice-Eerste Minister d.d. 28 oktober 1982, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, heeft de 29e oktober 1982 het volgend advies gegeven :

19 NOV 1982

OBSERVATIONS GENERALES.

I. L'un des objectifs du projet est d'étendre aux Communautés et aux Régions la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. Cette extension pose plusieurs questions :

1. Le Roi est-il compétent pour étendre le régime de la loi aux services communautaires et régionaux ?

2. Les comités prévus par la loi peuvent-ils être communs aux services précités et aux services nationaux ?

3. Si oui, appartient-il à la loi ordinaire de désigner les représentants des Exécutifs ?

A. Extension du régime légal par le Roi.

Aux termes de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le personnel des services des Exécutifs des Communautés et des Régions "est soumis aux mêmes règles légales et statutaires que celles qui sont appliquées aux agents de l'Etat". La formule est générale. Elle inclut le statut syndical.

.../...

Dès lors, dans la mesure où le Roi rendra le régime légal applicable aux agents de l'Etat (1), ce régime sera applicable de plein droit aux agents des Exécutifs, en vertu de l'article 87, § 3, précité.

En conséquence, il est inutile de permettre explicitement au Roi d'appliquer le régime de la loi syndicale aux agents des Exécutifs. Au surplus, l'insertion, à l'article 1er, § 1er, de la loi, du 1°bis en projet, pourrait donner à croire qu'il serait loisible au Roi de ne pas rendre applicable aux agents des Exécutifs le régime qu'Il aurait rendu applicable aux agents de l'Etat, ce qui constituerait une dérogation à la loi spéciale, dérogation qui n'est évidemment pas au pouvoir du législateur statuant à la majorité ordinaire.

.../...

(1) "L'insertion des termes "dans les limites qu'Il fixe" souligne que le Roi n'est pas tenu de rendre le régime institué par la loi applicable à toutes les catégories d'agents que celle-ci vise. Mais le principe général de l'égalité des Belges devant la loi, inscrit à l'article 6 de la Constitution, impose évidemment au Roi de se fonder exclusivement sur des éléments de caractère objectif lorsqu'Il décide soit de rendre applicable, soit de ne pas rendre applicable le régime institué par le projet à une catégorie déterminée d'agents. - Par ailleurs, à défaut de l'insertion dans l'article 1er du projet de la formule "en tout ou en partie", que l'on trouve à l'article 2, § 3, de la loi du 5 décembre 1968 (sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires), le Roi disposera du seul pouvoir de rendre ou non applicable, en son entier, à une catégorie d'agents, le régime organisé par la loi en projet : Il n'aura pas la faculté de rendre certaines dispositions de la loi applicables à une catégorie déterminée d'agents tout en s'abstenant de rendre les autres dispositions applicables à cette même catégorie d'agents" (Avis L. 11.166/2, Observations concernant les paragraphes 1er et 3 de l'article 1er, sub A, II, 2e et 3e alinéas - Chambre 1970-1971, doc. n° 889/1, page 19).

Toutefois, pour la lisibilité du projet, il sera proposé, dans la suite du présent avis, de compléter certaines dispositions par l'indication explicite de l'extension de leur champ d'application aux agents des Exécutifs des Communautés et des Régions.

B. Comités communs ou comités distincts ?

1° Puisque les règles légales et statutaires applicables aux agents de l'Etat sont rendues applicables aux membres du personnel des services des Exécutifs, il est normal - comme l'indique l'exposé des motifs - que ces règles soient discutées, avec l'autorité compétente, au sein des mêmes comités, par les représentants des uns et des autres.

2° On peut se demander si l'expression "règles légales et statutaires" couvre tous les actes énumérés à l'article 2, § 1er, et, par référence, à l'article 2, § 2, et à l'article 11, § 1er et § 2, de la loi syndicale.

En ce qui concerne les actes et matières énumérés à l'article 2, § 1er, 2°, à savoir : les dispositions réglementaires, mesures générales d'ordre intérieur et directives générales relatives aux cadres, ainsi qu'à la durée et à l'organisation du travail, un doute pourrait surgir du fait de la compétence exclusive des Exécutifs des Communautés et des Régions pour fixer les cadres de leurs services et pour diriger ceux-ci. Cependant, il se déduit de la règle portée par l'article 87, § 3, de la loi spéciale, que les Exécutifs peuvent se voir imposer par l'autorité nationale la formalité substantielle de la négociation syndicale préalable à la fixation ultérieure des cadres du personnel, à la durée du travail et à l'organisation de celui-ci, car cette négociation obligatoire fait partie intégrante du statut syndical, dont la détermination demeure au pouvoir de l'autorité nationale.

.../...

Le même raisonnement justifie l'insertion des mots "ou de décret" dans l'article 2, § 2, de la loi syndicale (article 2, § 2, du projet).

3° Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, à chacune des administrations des Exécutifs des Communautés et des Régions correspondrait un comité de secteur propre. La composition et le fonctionnement de chacun de ceux-ci devront être déterminés par l'Exécutif compétent et non par le Roi, contrairement à ce que porte l'article 5, § ler, en projet. Il s'agit là d'une conséquence nécessaire des articles 87 et 88 de la loi spéciale.

C. Désignation des représentants des Exécutifs.

Si une loi votée à la majorité ordinaire, comme le sera la loi en projet, peut prévoir une représentation des Exécutifs dans les comités de négociation et de concertation, c'est aux Exécutifs seuls qu'il appartient d'organiser cette représentation, en vertu des articles 68, 69 et 74, 2°, de la loi spéciale.

II. L'article 2, § ler, alinéa ler, et l'article 11, § ler, alinéa ler, en projet, attachent à l'omission de la négociation ou de la concertation préalables la sanction de la nullité de plein droit des dispositions prises dans ces conditions. Une sanction d'une telle gravité est déjà de nature à créer des difficultés lorsqu'elle atteint un acte individuel. Quand, comme en l'occurrence, elle est attachée à des dispositions réglementaires ou de caractère général, elle est à écarter sous peine de créer une insécurité juridique permanente. En effet, tout intéressé pourrait se prévaloir, à tort ou à raison, de cette nullité pour refuser de se voir appliquer une réglementation arrêtée après une négociation ou une concertation syndicale dont, par exemple, il contesterait la régularité.

.../...

Le droit de recours ouvert par l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et l'exception d'illégalité prévue par l'article 107 de la Constitution apparaissent comme des garanties largement suffisantes du respect de la loi par les autorités administratives.

+

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Il serait préférable d'écrire en français :

"Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités",

comme l'indique d'ailleurs l'exposé des motifs.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Pour les raisons indiquées dans l'observation générale n° I, le 2° du paragraphe 1er doit être supprimé. Il pourrait être remplacé, dans un souci de clarté, par la disposition du paragraphe 1er, B, ci-après.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

§ 1er. A l'article 1er, § 1er, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, sont apportées les modifications suivantes :

A) Les mots "aux membres du personnel" sont remplacés par les mots "aux membres du personnel définitif, stagiaire, temporaire ou auxiliaire, même engagés sous contrat de travail".

B) Au 2°, l'adjectif "nationaux" est inséré entre les mots "organismes" et "d'intérêt public".

C) Au 3°, les mots "visés aux articles 108 et 108bis de la Constitution", sont remplacés par les mots "visés aux articles 108, 108bis et 108ter de la Constitution".

§ 2. Dans l'article 1er, § 2, de la même loi, les 1°bis et 1°ter, y insérés par la loi du 20 juin 1975, sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

"1°bis ... (comme au projet);

1°ter ... (comme au projet)".

.../...

Article 2.

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, le Roi devrait définir à la fois les cas d'urgence et les autres cas dans lesquels les autorités administratives seraient dispensées de la négociation préalable.

Pour éviter une expression peu heureuse de cette règle, mieux vaudrait écrire :

"§ 1er. Dans l'article 2, § 1er, de la même loi, le début de l'alinéa 1er est remplacé par le texte suivant :

"Sauf dans les cas d'urgence définis par le Roi et dans les autres cas qu'Il détermine, les autorités ... (la suite comme au projet, sous réserve de la suppression des mots "sous peine de nullité de plein droit", pour la raison indiquée dans l'observation générale n° II, et du remplacement du verbe "établir" par le verbe "prendre".

Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire "de la même loi". L'observation vaut pour toutes les dispositions du projet.

.../...

Article 3.

Au 1°, alinéa 2, en projet, pour la raison indiquée dans l'observation générale n° I, il y a lieu de supprimer la référence au 1°bis et, dans un souci de clarté, d'ajouter les mots : "et, par voie de conséquence, le personnel des services des Exécutifs des Communautés et des Régions".

Au paragraphe 2 en projet, il s'impose d'écrire "au moins deux" au lieu de "deux ou plusieurs" (deux fois). La même correction doit être apportée à l'alinéa 2 du texte en vigueur.

Article 4.

La seconde phrase du paragraphe 1er, 2°, en projet, constitue une disposition transitoire qui, sous la forme qui sera proposée ci-après, serait mieux à sa place dans l'article 12 du projet.

Au surplus, pour les raisons déjà exposées, cette disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 4.-

L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. § 1er. Le Roi crée les comités suivants :

1° des comités de secteur, au nombre de vingt-cinq au plus, pour les administrations, organismes et services, visés à l'article 1er, § 1er, 1° et 2°, ainsi que pour les services des Exécutifs des Communautés et des Régions;

.../...

2° des comités particuliers pour les administrations, établissements et services visés à l'article 1er, § 1er, 3° à 5°, sauf pour l'enseignement officiel subventionné.

§ 2. Le Roi détermine le ressort de chacun des comités de secteur et des comités particuliers en désignant le service ou l'ensemble des services publics qui en relèvent.

§ 3. Tout comité de secteur et tout comité particulier est compétent pour les questions intéressant exclusivement le personnel du service ou des services pour lesquels il a été institué".

Article 5.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 5.-

L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. § 1er. Le Roi détermine la composition et le fonctionnement des comités de négociation.

Toutefois, la composition et le fonctionnement de comités de secteur propres aux services des Exécutifs des Communautés et des Régions sont déterminés par ces Exécutifs.

§ 2. Au comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux, la délégation de l'autorité comprend entre autres, d'une part, le Ministre de la Fonction publique et le Ministre du Budget ou leurs délégués, et, d'autre part, un ou plusieurs membres de chacun des Exécutifs, désignés par ceux-ci, ou leurs délégués.

.../...

§ 3. Au comité des services publics provinciaux et locaux, la délégation de l'autorité comprend entre autres, d'une part, le Ministre de l'Intérieur ou son délégué et, d'autre part, un ou plusieurs membres de chacun des Exécutifs, désignés par ceux-ci, ou leurs délégués.

§ 4. Au comité commun à l'ensemble des services publics, la délégation de l'autorité comprend entre autres, d'une part, le Ministre de la Fonction publique et le Ministre du Budget ou leurs délégués, et, d'autre part, un ou plusieurs membres de chacun des Exécutifs, désignés par ceux-ci, ou leurs délégués.

§ 5. Dans les comités de secteur nationaux, la délégation de l'autorité comprend le Ministre de la Fonction publique et le Ministre du Budget, ou leurs délégués.

§ 6. Les représentants des Exécutifs des Communautés et des Régions ne participent à la négociation que pour les objets qui intéressent le personnel de leurs services".

Article 7.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 7.-

§ 1er. Le premier membre de phrase et le 1° de l'article 8, § 1er, de la même loi sont remplacés par les textes suivants :

"Est considérée comme représentative pour siéger dans un comité de secteur :

.../...

1° toute organisation syndicale qui siège au comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux, et qui compte un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 pour cent de l'effectif de l'ensemble des services publics visés à l'article 1er, § 1er, 1° et 2°, et des services des Exécutifs des Communautés et des Régions, aux membres du personnel desquels la présente loi a été rendue applicable".

§ 2. Le premier membre de phrase et le 1° de l'article 8, § 2, de la même loi sont remplacés par les textes suivants :

"Est considérée comme représentative pour siéger dans un comité particulier :

1° toute organisation syndicale qui siège au comité des services publics provinciaux et locaux, et qui compte un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 pour cent de l'effectif de l'ensemble des services publics visés à l'article 1er, § 1er, 3°, 4° et 5°, et des services des Exécutifs des Communautés et des Régions, aux membres du personnel desquels la présente loi a été rendue applicable".

Article 9.

Le paragraphe 1er de l'article serait mieux libellé comme suit, compte tenu de l'observation faite sous l'article 2 :

"§ 1er. Dans l'article 11, § 1er, de la même loi, le début de l'alinéa 1er est remplacé par le texte suivant :

"Sauf dans les cas d'urgence définis par le Roi et dans les autres cas qu'Il détermine, les autorités administratives com-

.../...

pétentes ne peuvent, sans une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives, au sein des comités créés à cet effet, prendre :".

En relation avec le paragraphe 2, l'occasion pourrait être mise à profit pour corriger une anomalie contenue dans l'article 19, 1., a, de la loi. Cette disposition impose au Roi de mettre la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, modifiée par la loi du 17 juillet 1957, en concordance avec l'article 11, § 2, de la loi syndicale, en ce sens que "ne sont pas compris dans les institutions et établissements visés à l'alinéa 4 ...", alors que cet alinéa 4 est lui-même rédigé sous la forme d'une exclusion, ce qui relève d'un manque de logique.

Article 10.

Il y a lieu d'écrire : "comité de secteur ou comité particulier".

Article 11.

L'article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 11.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 14 de la même loi :

1° Au paragraphe 1er, les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Tous les six ans, à partir d'une date fixée par le Roi, une commission vérifie si les organisations syndicales qui siè-

.../...

gent ou qui demandent à pouvoir siéger, selon le cas, dans les comités de négociation ou dans les comités de gestion des services sociaux, satisfont aux conditions relatives au nombre des affiliés cotisants, prévues à l'article 8, § 1er, 1°, à l'article 8, § 1er, 2°, c, à l'article 8, § 2, 2°, et à l'article 13, alinéa 2.

La commission est composée de trois membres, magistrats de l'Ordre judiciaire, nommés par le Roi. Son président doit avoir justifié de la connaissance des langues française et néerlandaise.

La commission délibère valablement lorsque deux membres sont présents. Elle décide à l'unanimité".

2° Au paragraphe 3, inséré par la loi du 1er septembre 1980, le chiffre "7" est supprimé".

Article 12.

L'article devrait être libellé comme suit :

"Article 12.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 23 de la même loi :

1° L'alinéa 1er est complété comme suit :

"Si, au moment où le Roi met en vigueur l'article 4, § 1er, 2°, les commissions paritaires prévues par la législation sur l'enseignement pour l'enseignement officiel subventionné ne sont pas créées, le Roi crée pour cet enseignement des comi-

.../...

tés particuliers distincts, qui cesseront d'exister à la création desdites commissions".

2° La première phrase de l'alinéa 2 est complétée comme suit : "et ne sont pas soumis à la consultation syndicale".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Een van de doelstellingen van het ontwerp bestaat erin de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, te verruimen tot de Gemeenschappen en de Gewesten. Die verruiming doet een aantal vragen rijzen :

1. Is de Koning bevoegd om de regeling van de wet uit te breiden tot de diensten van de Gemeenschappen en van de Gewesten ?

2. Kunnen de in de wet bedoelde comités gemeenschappelijk zijn voor de voormelde diensten en voor de nationale diensten ?

3. Zo ja, komt het de gewone wet toe de vertegenwoordigers van de Executieven aan te stellen ?

A. Verruiming van de bestaande wettelijke regeling door de Koning.

Naar luid van artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt het personeel van de diensten van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten "onderworpen aan de wettelijke en statutaire regelen die van toepassing zijn op het personeel van het Rijk". De formule is algemeen. Het syndicaal statuut is erin begrepen.

.../...

Voor zover de Koning de wettelijke regeling toepasselijk zal maken op het rijkspersoneel (1), zal die regeling krachtens het vermelde artikel 87, § 3, dan ook van rechtswege gelden voor de personeelsleden van de Executieven.

Het is bijgevolg onnodig de Koning uitdrukkelijk toe te staan de regeling van de vakbondswet op de personeelsleden van de Executieven toepasselijk te maken. Bovendien zou het invoegen van het ontworpen 1°bis in artikel 1, § 1, van de wet de indruk kunnen wekken dat het de Koning vrij zou staan de regeling die Hij op het Rijkspersoneel toepasselijk gemaakt zou hebben, niet op de personeelsleden van de Executieven toepasselijk te verklaren, wat een afwijking van de bijzondere wet zou betekenen; een dergelijke afwijking ligt uiteraard niet in de macht van de bij gewone meerderheid beslissende wetgever.

.../...

---

(1) "De woorden "binnen de perken die Hij vaststelt" wijzen erop dat de Koning niet verplicht is de door de wet ingestelde regeling op alle daarin bedoelde categorieën van personeelsleden toepasselijk te verklaren. Nochtans moet de Koning, krachtens het algemeen beginsel dat de Belgen gelijk zijn voor de wet (artikel 6 van de Grondwet) uitsluitend op objectieve gegevens steunen wanneer Hij beslist de ontwerp-regeling al dan niet op een bepaalde personeelscategorie toepasselijk te verklaren. - Als de woorden "geheel of gedeeltelijk" uit artikel 2, § 3, van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités niet in artikel 1 van het ontwerp worden opgenomen, zal de Koning alleen bevoegd zijn om de ontwerp-regeling in haar geheel al dan niet op een personeelscategorie toepasselijk te verklaren : het is Hem dan niet mogelijk sommige bepalingen van de wet op een bepaalde categorie van personeelsleden toepasselijk te verklaren en zich tegelijkertijd te onthouden van dergelijke verklaring te doen omtrent de andere bepalingen ten opzichte van dezelfde categorie van personeelsleden" (advies L. 11.166/2, Opmerkingen betreffende de paragrafen 1 en 3 van artikel 1, sub A, II, tweede en derde lid - Kamer 1970-1971, Gedr. St. nr 889/1, blz. 19).

Toch wordt verderop in dit advies, ter wille van de leesbaarheid van het ontwerp, voorgesteld sommige bepalingen aan te vullen door uitdrukkelijk aan te geven dat hun toepassingsgebied wordt verruimd tot de personeelsleden van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten.

B. Gemeenschappelijke comités of afzonderlijke comités ?

1° Aangezien de wettelijke en statutaire regelen die op het rijkspersoneel toepasselijk zijn, op de personeelsleden van de diensten van de Executieven toepasselijk worden gemaakt, is het normaal - zoals er in de memorie van toelichting wordt op gewezen - dat die regelen met de bevoegde overheid in dezelfde comités worden besproken door de vertegenwoordigers én van het rijkspersoneel én van de diensten van de Executieven.

2° Het is de vraag of de uitdrukking "wettelijke en statutaire regelen" alle handelingen dekt die zijn opgesomd in artikel 2, § 1, en, bij wege van verwijzing, in artikel 2, § 2,en artikel 11, § 1 en § 2, van de vakbondswet.

Wat de in artikel 2, § 1, 2°, genoemde handelingen en aangelegenheden betreft, te weten : verordeningsbepalingen, algemene maatregelen van inwendige orde en algemene richtlijnen in verband met de personeelsformaties, de arbeidsduur en de organisatie van het werk, zou twijfel kunnen ontstaan omdat uitsluitend de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten bevoegd zijn om de personeelsformaties van hun diensten vast te stellen en deze laatste te leiden. Uit de in artikel 87, § 3, van de bijzondere wet gestelde regel kan echter worden afgeleid dat de nationale overheid aan de

.../...

Executieven als substantiële vorm voorafgaande vakbondsonderhandeling met betrekking tot de latere vaststelling van de personeelsformaties, de arbeidsduur en de organisatie van het werk kan opleggen, want die verplichte onderhandeling vormt een integrerend deel van het syndicaal statuut, waarvan de vaststelling tot de bevoegdheid van de nationale overheid blijft behoren.

Dezelfde redenering wettigt de invoeging van de woorden "of ontwerpen van decreet" in artikel 2, § 2, van de vakbondswet (artikel 2, § 2, van het ontwerp).

3° Blijkens de aan de Raad van State verstrekte informatie zou er, in de opvatting van de Regering, voor elke administratie van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten een eigen sectorcomité zijn. De samenstelling en de werkwijze van elk van die comités zullen door de bevoegde Executieve en niet door de Koning moeten worden bepaald, in tegenstelling tot hetgeen in het ontworpen artikel 5, § 1, wordt gezegd. Dat is immers een noodzakelijk gevolg van de artikelen 87 en 88 van de bijzondere wet.

C. Aanwijzing van de vertegenwoordigers van de Executieven.

Een bij gewone meerderheid aangenomen wet, zoals de ontwerp-wet er een zal zijn, kan stellig bepalen dat de Executieven in de onderhandelingscomités en in de overlegcomités vertegenwoordigd zijn. Om die vertegenwoordiging te regelen zijn echter, krachtens de artikelen 68, 69 en 74, 2°, van de bijzondere wet, alleen de Executieven bevoegd.

II. Het ontworpen artikel 2, § 1, eerste lid, en het ontworpen artikel 11, § 1, eerste lid, stellen als sanctie op het verzuim van voorafgaande onderhandelingen of van voorafgaand overleg dat de onder die omstandigheden

getroffen voorzieningen van rechtswege nietig zijn. Zulk een zware sanctie kan al moeilijkheden opleveren wanneer zij een individuele handeling treft. Wanneer zij, zoals hier het geval is, verbonden wordt aan reglementaire of algemene voorzieningen, behoort zij te worden geweerd, wil men geen blijvende rechtsonzekerheid scheppen. Iedere belanghebbende zou zich immers, terecht of ten onrechte, op die nietigheid kunnen beroepen om te vermijden dat op hem een reglementering wordt toegepast die tot stand gekomen is na vakbondsonderhandeling of -overleg waarvan hij, bij voorbeeld, de regelmatigheid zou betwisten.

Het recht van beroep, waarin voorzien wordt bij artikel 14 van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State en de in artikel 107 van de Grondwet bedoelde exceptie van onwettigheid, lijken ruimschoots voldoende waarborgen te zijn voor het naleven van de wet door de administratieve overheden.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het verdient aanbeveling het Franse opschrift als volgt te redigeren :

"Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités",

zoals het trouwens in de memorie van toelichting is gesteld.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Om de redenen die zijn opgegeven in de algemene opmerking nr I, moet het 2° van paragraaf 1 vervallen. Het

.../...

zou duidelijkheidshalve kunnen worden vervangen door de hiernavolgende bepaling van paragraaf 1, B.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

§ 1. In artikel 1, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) De woorden "op leden van het personeel van" worden vervangen door de woorden "op de leden van het vast, stagedoend, tijdelijk of hulppersoneel, zelfs al zijn zij onder arbeidsovereenkomst aangeworven, die behoren tot".

B) In de tekst onder 2° wordt het adjectief "nationale" ingevoegd vóór de woorden "instellingen van openbaar nut".

C) In 3° worden de woorden "bedoeld in de artikelen 108 en 108bis van de Grondwet" vervangen door de woorden "bedoeld in de artikelen 108, 108bis en 108ter van de Grondwet".

§ 2. In artikel 1, § 2, van dezelfde wet worden 1°bis en 1°ter, aldaar ingevoegd door de wet van 20 juni 1975, respectievelijk vervangen door de volgende bepalingen :

"1°bis ... (zoals in het ontwerp);

1°ter ... (zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 2.

Uit de gegevens die aan de Raad van State zijn verstrekt, blijkt dat de Regering het zo bedoelt dat de Koning de spoedgevallen zou bepalen alsook de andere gevallen waarin de administratieve overheden van voorafgaande onderhandeling ontslagen zijn.

Opdat een minder geslaagde formulering van die regel uit de tekst wordt geweerd, kan paragraaf 1 beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. In artikel 2, § 1, van dezelfde wet wordt het begin van het eerste lid vervangen door de volgende tekst :

"Behoudens in de door de Koning bepaalde spoedgevallen en in de andere door Hem bepaalde gevallen kunnen de bevoegde administratieve overheden niet dan na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties in de daartoe opgerichte comités vaststellen :". (In deze tekst zijn de woorden "op straffe van nietigheid van rechtswege" weggelaten om de reden die in de algemene opmerking nr II is opgegeven).

In paragraaf 2 dient te worden gelezen "van dezelfde wet". De opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp.

Artikel 3.

In de ontwerp-tekst voor 1°, tweede lid, schrappe men, om de reden die is opgegeven in de algemene opmerking nr I, de verwijzing naar 1°bis en voege men duidelijkheidshalve de woorden

.../...

"en bijgevolg ook op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven" in tussen de woorden "instellingen en diensten" en de woorden "betrekking hebben".

In de ontworpen tekst van paragraaf 2 schrijve men "ten minste twee" in plaats van "twee of meer" (tweemaal). Dezelfde verbetering moet worden aangebracht in de thans geldende tekst van het tweede lid.

Artikel 4.

De tweede volzin van de ontworpen paragraaf 1, 2°, is een overgangsbepaling die, in de formulering die verderop in het advies zal worden voorgesteld, beter op haar plaats zou zijn in artikel 12 van het ontwerp.

Om de reeds eerder vermelde redenen zou de bepaling overigens als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

Artikel 4 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 4. § 1. De Koning richt de volgende comités op :

1° sectorcomités, ten hoogste vijfentwintig in getal, voor de besturen, instellingen en diensten, bedoeld in artikel 1, § 1, 1° en 2°, alsook voor de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven;

.../...

2° bijzondere comités voor de in artikel 1, § 1, 3° tot 5°, bedoelde besturen, instellingen en diensten, uitgezonderd voor het gesubsidieerd officieel onderwijs.

§ 2. De Koning bepaalt het gebied van elk sectorcomité en van elk bijzonder comité en wijst de overheidsdienst of -diensten aan die eronder ressorteren.

§ 3. Elk sectorcomité en elk bijzonder comité is bevoegd voor de zaken die uitsluitend betrekking hebben op personeel van de dienst of diensten waarvoor het is ingesteld".

Artikel 5.

Deze bepaling zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 5.-

Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 5. § 1. De Koning bepaalt de samenstelling en de werkwijze van de onderhandelingscomités.

De samenstelling en de werkwijze van de sectorcomités die eigen zijn aan de diensten van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven worden echter door die Executieven bepaald.

§ 2. In het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten maken onder meer deel uit van de afvaardiging van de overheid, enerzijds, de Minister van

.../...

Openbaar Ambt en de Minister van Begroting of hun gemachtigden, en, anderzijds, een of meer leden van elke Executieve, door deze aangewezen, of hun gemachtigden.

§ 3. In het comité voor de provinciale en de plaatselijke overheidsdiensten maken onder meer deel uit van de afvaardiging van de overheid, enerzijds, de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde, en, anderzijds, een of meer leden van elke Executieve, door deze aangewezen, of hun gemachtigden.

§ 4. In het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten maken onder meer deel uit van de afvaardiging van de overheid, enerzijds, de Minister van Openbaar Ambt en de Minister van Begroting of hun gemachtigden, en, anderzijds, een of meer leden van elke Executieve, door deze aangewezen, of hun gemachtigden.

§ 5. In de nationale sectorcomités maken deel uit van de afvaardiging van de overheid, de Minister van Openbaar Ambt en de Minister van Begroting, of hun gemachtigden.

§ 6. De vertegenwoordigers van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven nemen aan de onderhandelingen alleen deel voor de aangelegenheden die het personeel van hun diensten aanbelangen".

Artikel 7.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

§ 1. Het eerste zinsdeel en 1° van artikel 8, § 1, van dezelfde wet worden vervangen door de volgende teksten :

.../...

"Om zitting te hebben in een sectorcomité wordt als representatief beschouwd :

1° iedere vakorganisatie die zitting heeft in het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten en die een aantal bijdrageplichtige leden telt dat ten minste 10 percent vertegenwoordigt van de personeelssterkte van het geheel van de in artikel 1, § 1, 1° en 2°, bedoelde overheidsdiensten en van de diensten van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven, op wier personeelsleden deze wet toepasselijk is verklaard".

§ 2. Het eerste zinsdeel en 1° van artikel 8, § 2, van dezelfde wet worden vervangen door de volgende teksten :

"Om zitting te hebben in een bijzonder comité wordt als representatief beschouwd :

1° iedere vakorganisatie die zitting heeft in het comité voor de provinciale en de plaatselijke overheidsdiensten en die een aantal bijdrageplichtige leden telt dat ten minste 10 percent vertegenwoordigt van de personeelssterkte van het geheel van de in artikel 1, § 1, 3°, 4° en 5°, bedoelde overheidsdiensten en van de diensten van de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven, op wier personeelsleden deze wet toepasselijk is verklaard".

Artikel 9.

Paragraaf 1 van dit artikel zou, met inachtneming van hetgeen bij artikel 2 is opgemerkt, beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"§ 1. In artikel 11, § 1, van dezelfde wet wordt het begin van het eerste lid door de volgende tekst vervangen :

"Behoudens in de door de Koning bepaalde spoedgevallen en in de andere door Hem bepaalde gevallen, kunnen de bevoegde administratieve overheden niet dan na overleg met de representatieve vakorganisaties in de daartoe opgerichte comités vaststellen :".

In verband met paragraaf 2 zou van de gelegenheid gebruik kunnen worden gemaakt om in artikel 19, 1., a, van de wet een anomalie recht te zetten. Die bepaling gelast de Koning de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de arbeiders alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, gewijzigd bij de wet van 17 juli 1957, in overeenstemming te brengen met artikel 11, § 2, van de vakbondswet, in die zin dat "bij de in het vierde lid bedoelde inrichtingen en instellingen niet begrepen (zijn) ...", terwijl dat vierde lid zelf geredigeerd is in de vorm van een uitsluiting, wat niet heel logisch is.

Artikel 10.

Men schrijve "sectorcomité of bijzonder comité" in plaats van "sector- of bijzonder comité".

.../...

Artikel 11.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 11.-

In artikel 14 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende bepalingen :

"Om de zes jaar, vanaf een door de Koning vast te stellen datum, onderzoekt een commissie of de vakorganisaties die zitting hebben of vragen om zitting te mogen hebben, naar gelang van het geval, in de onderhandelingscomités of in de beheerscomités der sociale diensten, voldoen aan de voorwaarden inzake het aantal bijdrageplichtige leden, gesteld in artikel 8, § 1, 1°, in artikel 8, § 1, 2°, c, in artikel 8, § 2, 2°, en in artikel 13, tweede lid.

De commissie is samengesteld uit drie door de Koning benoemde leden, magistraten van de rechterlijke macht. Haar voorzitter moet hebben doen blijken van de kennis van het Nederlands en het Frans.

De commissie beraadslaagt op geldige wijze wanneer twee leden aanwezig zijn. Zij beslist bij eenparigheid van stemmen".

2° In paragraaf 3, ingevoegd door de wet van 1 september 1980, wordt het cijfer "7" geschrapt".

.../...

Artikel 12.

Het artikel zou als volgt moeten luiden :

"Artikel 12.-

In artikel 23 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

"Indien, op het tijdstip waarop de Koning artikel 4, § 1, 2°, in werking stelt, de door de onderwijswetgeving voorgeschreven paritaire comités voor het gesubsidieerd officieel onderwijs niet opgericht zijn, richt de Koning voor dat onderwijs afzonderlijke bijzondere comités op, die zullen ophouden te bestaan bij de oprichting van die paritaire comités".

2° De eerste volzin van het tweede lid wordt aangevuld als volgt : "en worden niet aan de syndicale raadpleging onderworpen".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.